



D. DURAND

Sophie

Vh

# AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

ETABLISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

90 rue du Férétra  
CS 87801  
31078 Toulouse Cedex 04  
tél. 05 61 36 37 38 - fax 05 61 36 37 28  
www.eau-adour-garonne.fr



Toulouse, le 7 novembre 2016

Monsieur le Président  
COMMUNAUTE DE COMMUNES QUERCY  
ROUERGUE ET GORGES DE L'AVEYRON  
MAIRIE  
BP 30  
82140 ST ANTONIN NOBLE VAL

V/Réf : Votre demande reçue le 16/10/2012  
N/Réf : TOU/SC-SC/2016-1313 - Dossier n° 290 82 1032  
Contact : Séverine CHAUVIN  
☎ 05.61.43.26.95 - ✉ severine.chauvin@eau-adour-garonne.fr

Objet : Avis PLUI  
VOLET "EAU" DE L'ELABORATION DU P.L.U. INTERCOMMUNAL

Monsieur le Président,

Vous trouverez ci-après l'avis de l'agence sur le PLUI, portant spécifiquement sur les enjeux « eau ».

Les milieux aquatiques et humides sont pris en compte dans votre projet. Ils auraient toutefois mérité de faire l'objet de mesures de protection renforcées :

- **Les ripisylves** existantes sont majoritairement cartographiées et classées en « Espaces Boisés Classés », ce qui leur confère un bon niveau de protection a priori. Il aurait néanmoins été opportun d'élargir le zonage à tout le linéaire des berges où la ripisylve est inexistante ou inadaptée et qui doit être restaurée.
- Faire respecter ce classement requiert une animation et une information particulière des riverains et des élus locaux, que vous devriez être en mesure d'assurer via votre service technique « rivière ». Il serait judicieux de faire référence à la politique de gestion des cours d'eau et de joindre au règlement le **guide du riverain**.
- **Les zones humides** identifiées dans l'inventaire départemental ont été référencées dans la cartographie. Cependant vous avez choisi de les classer en « zone agricole à protéger Ap » et d'afficher la possibilité d'y faire des travaux tout en faisant référence aux obligations liées à la réglementation. Il aurait été préférable de choisir un classement plus spécifique de type « N zones humides » avec des prescriptions particulières limitant les travaux pouvant amener à leur dégradation voire leur destruction. Etant donné la fragilité de ces milieux et leur rareté, ne serait-ce qu'au niveau départemental notamment, cela aurait montré une politique plus volontariste de votre collectivité sur ce sujet, qui par ailleurs est en charge de la gestion des milieux aquatiques depuis quelques années.

## Délégations et départements concernés

**Atlantique-Dordogne**  
4 rue du Pr André Lavignolle  
33049 Bordeaux Cedex  
Tél. 05 56 11 19 99  
fax 05 56 11 19 98

Départements :  
16-17-33-47-79-86

64, rue du Grand Prat  
19600 St-Pantaléon-de-Larche  
tél. 05 55 88 02 00  
fax 05 55 88 02 01

Départements :  
15-19-23-24-63-87

**Pau**  
7, passage de l'Europe  
BP 7503 • 64075 Pau Ce  
tél. 05 59 80 77 90  
fax 05 59 80 77 99

Départements :  
40-64-65

### Pour nous écrire :

Agence de l'Eau Adour-Garonne  
Délégation du bassin Garonne amont  
Unité territoriale de Toulouse  
46 avenue du Général de Croutte  
31100 TOULOUSE

e Bruxelles • Bourran  
10 • 12035 Rodez Cedex 9  
65 75 56 00  
65 75 56 09

tements :  
46-48



Néanmoins, une animation et des actions de sensibilisation spécifiques sur ce sujet, via votre service « rivière » notamment, peut permettre de limiter cet écueil.

Concernant les enjeux relatifs à l'eau potable et à l'assainissement :

- **Pour l'eau potable**, le schéma directeur d'AEP du territoire n'étant qu'à la phase d'état des lieux, le règlement du PLUI n'apporte pas de recommandations précises à l'échelle des systèmes d'alimentation en eau (réseaux et production) pour encadrer le développement des différentes communes. L'état des lieux du PADD montre bien la tension entre les besoins actuels et les ressources en certains endroits ainsi que le mauvais état des réseaux avec des rendements faibles en certains endroits. Aussi tout projet d'extension d'eau potable et d'augmentation des besoins devra absolument prendre en compte les recommandations de ce schéma notamment concernant le dimensionnement et le fonctionnement des réseaux (rendement, temps de séjour, pression).
- **Pour l'assainissement**, l'absence de schéma d'assainissement sur l'ensemble du territoire n'a pas permis d'émettre des recommandations précises. Néanmoins le règlement du PLUI demande le respect des préconisations des documents cadres existants ou à venir. Ainsi, la réalisation d'un schéma d'assainissement et de diagnostics de réseaux est souhaitable d'autant que ce territoire compte deux cours d'eau, La Seye et La bonnette, dont l'état est dégradé du fait des rejets d'eaux usées (masses d'eau à pression domestique forte).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération la plus distinguée.



**Patrick FLOUR**  
Directeur de délégation territoriale